

Les déterminants du développement territorial dans les pays en développement : Revue de littérature

The determinants of territorial development in developing countries: a literature review

Younes TAGHOUTI, (Doctorant)

*Laboratoire de Recherche en Sciences de Gestion des Organisations
Ecole Nationale de Commerce et de Gestion Kenitra
Université Ibn Tofail Kenitra, Maroc*

Noureddine ABDELBAKI, (Enseignant chercheur)

*Ecole Nationale de Commerce et de Gestion Kenitra
Université Ibn Tofail, Kénitra, Maroc*

Adresse de correspondance :	Université Ibn Tofail, ENCG Kenitra Av. de L'Université, Kénitra Maroc B.P 242 Kénitra Maroc +212 5 37 32 92 00
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	TAGHOUTI, Y., & ABDELBAKI, N. (2023). Les déterminants du développement territorial dans les pays en développement : Revue de littérature. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(1-1), 481-504. https://doi.org/10.5281/zenodo.7654805
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received January 02, 2023

Published online: February 19, 2023

Les déterminants du développement territorial dans les pays en développement : Revue de littérature

Résumé :

Le développement territorial désigne le processus d'amélioration des conditions économiques et sociales dans une zone géographique spécifique. Cela peut impliquer une variété d'initiatives telles que l'investissement dans les infrastructures, le soutien aux entreprises locales et la promotion du développement de nouvelles industries. L'objectif du développement territorial est de créer une région plus dynamique et plus prospère qui peut bénéficier à la fois aux résidents et à l'économie dans son ensemble. Le processus peut être entrepris par les gouvernements, le secteur privé et d'autres organisations et implique souvent des partenariats et une collaboration entre les parties prenantes. Il repose sur la création d'une entité productive principalement ancrée dans un espace géographique. Les pays en développement sont souvent confrontés à une série de défis économiques, sociaux et politiques qui peuvent entraver leur capacité à améliorer le bien-être de leurs citoyens et à créer une société plus prospère. Le développement territorial peut être un outil utile pour relever ces défis et promouvoir une croissance durable et inclusive. Par exemple, investir dans des infrastructures telles que les routes, les ports et les systèmes de télécommunications peut aider à connecter les personnes et les entreprises aux marchés, à faciliter la circulation des biens et des services et à créer de nouvelles opportunités économiques. Soutenir les entreprises et les entrepreneurs locaux peut contribuer à créer des emplois et à stimuler l'activité économique, tandis que promouvoir le développement de nouvelles industries peut diversifier l'économie et accroître la compétitivité. De cette façon, le développement territorial peut aider les pays en développement à surmonter certains des obstacles structurels qui peuvent les freiner et à construire un avenir plus radieux pour leurs citoyens. L'aide et l'assistance au développement peuvent jouer un rôle dans la promotion du développement territorial, mais celui-ci se heurte également à des obstacles tels que la pauvreté, le manque d'infrastructures, l'accès limité à l'éducation et aux compétences, l'instabilité politique et la dégradation de l'environnement. Ce document est une revue de la littérature sur les déterminants du développement territorial dans les pays en développement qui détaille ces points.

Mots clés : Développement territorial, Pays en développement, Compétitivité, Innovation.

Classification JEL : O10, O11, O18

Type de l'article : Article théorique.

Abstract:

Territorial development refers to the process of improving economic and social conditions in a specific geographical area. This can involve a variety of initiatives such as investing in infrastructure, supporting local businesses, and promoting the development of new industries. The goal of territorial development is to create a more dynamic and prosperous region that can benefit both residents and the economy as a whole. The process can be undertaken by governments, the private sector, and other organizations and often involves partnerships and collaboration among stakeholders. It relies on the creation of a productive entity primarily anchored in a geographical space. Developing countries often face a range of economic, social and political challenges that can impede their ability to improve the well-being of their citizens and create a more prosperous society. Territorial development can be a useful tool to address these challenges and promote sustainable and inclusive growth. For example, investing in infrastructure such as roads, ports and telecommunications systems can help connect people and businesses to markets, facilitate the flow of goods and services, and create new economic opportunities. Supporting local businesses and entrepreneurs can help create jobs and stimulate economic activity, while promoting the development of new industries can diversify the economy and increase competitiveness. In this way, territorial development can help developing countries overcome some of the structural obstacles that can hold them back and build a brighter future for their citizens. Development aid and assistance can play a role in promoting territorial development, but it also faces obstacles such as poverty, lack of infrastructure, limited access to education and skills, political instability, and environmental degradation. This is a review of the literature about the determinants of territorial development in developing countries that details these aforementioned points.

Keywords: Territorial development, Developing countries, Competitiveness, Innovation.

JEL Classification: O10, O11, O18

Paper type: Theoretical Research.

1. Introduction

Le développement territorial désigne le processus d'amélioration des conditions économiques et sociales dans une zone géographique spécifique. Cela peut impliquer une variété d'initiatives, telles que l'investissement dans les infrastructures, le soutien aux entreprises locales et la promotion du développement de nouvelles industries. L'objectif du développement territorial est de créer une région plus dynamique et plus prospère, ce qui peut profiter à la fois aux personnes qui y vivent et à l'économie en général. Le développement territorial peut être entrepris par les gouvernements, le secteur privé et d'autres organisations, et implique souvent des partenariats et une collaboration entre les différentes parties prenantes. Le développement territorial repose sur la création d'une entité productive essentiellement ancrée dans un espace géographique. Les pays en développement sont souvent confrontés à une série de défis économiques, sociaux et politiques qui peuvent entraver leur capacité à améliorer le bien-être de leurs citoyens et à créer une société plus prospère. Le développement territorial peut être un outil utile pour relever ces défis et promouvoir une croissance durable et inclusive. Par exemple, investir dans des infrastructures telles que les routes, les ports et les systèmes de télécommunications peut contribuer à connecter les personnes et les entreprises aux marchés, à faciliter la circulation des biens et services—et donc, par conséquent, réduire les coûts de production—et à créer de nouvelles opportunités économiques. Soutenir les entreprises et les entrepreneurs locaux peut contribuer à créer des emplois et à stimuler l'activité économique, tandis que promouvoir le développement de nouvelles industries peut diversifier l'économie et accroître la compétitivité. De cette façon, le développement territorial peut aider les pays en développement à surmonter certains des obstacles structurels qui peuvent les freiner et à construire un avenir plus prospère pour leurs citoyens.

La croissance économique et le développement territorial dans une zone donnée ne sont pas le résultat d'un seul facteur ou d'un agent unique, mais plutôt le résultat de leur action combinée, bien que de manière différente. Les auteurs classiques ont défendu les théories du pôle de développement ont analysé le sujet du développement territorial et la causalité cumulative. Le développement d'un territoire résulte de l'interaction de multiples dimensions économiques, sociales, culturelles, institutionnelles et environnementales qui sont également multiformes. Cette interaction conduit à des formes et des intensités de développement différentes dans chaque région, façonnées par leur profondeur et leur niveau d'articulation. La croissance économique et le développement territorial sont déterminés par des facteurs tels que l'innovation, la compétitivité, la technologie, le capital humain, le tourisme, les infrastructures et les équipements etc. La technologie est un facteur nécessaire mais non suffisant ou exclusif pour expliquer la croissance économique territoriale. Ainsi, par exemple, un capital humain qualifié est une condition importante pour accroître la capacité d'absorption de la technologie dans un territoire.

Le présent travail, qui est une revue de littérature analytique et comparative, a porté à la fois sur des études empiriques et des travaux théoriques, reflétant différentes positions épistémologiques que les auteurs ont employées pour arriver à leurs conclusions. En effet, une étude empirique se base sur l'observation directe ou indirecte et se concentre sur la collecte de données et la vérification d'hypothèses, tandis qu'une étude théorique est basée sur des concepts et des idées abstraits sans preuve empirique—cependant, une certaine cohérence interne des arguments est exigée pour que l'étude soit valide.

En plus de l'analyse de la littérature que nous avons citée, notre étude adopte également une approche constructiviste dans la mesure où notre revue est analytique et se concentre sur la compréhension des perspectives et des interprétations des différents auteurs dans le domaine.

Cette approche vise à construire des connaissances par l'interprétation et l'intégration de perspectives multiples et non par un simple résumé des connaissances existantes.

Dans ce contexte, une revue de littérature analytique combinant des études empiriques et des travaux théoriques et adoptant une approche constructiviste viserait à analyser et interpréter de manière critique le corpus de recherche existant, en mettant en évidence les différentes perspectives, interprétations et conclusions dans le domaine, et en construisant une nouvelle compréhension sur la base de cette analyse.

Le reste du papier est organisé comme suit. La deuxième section passe en revue de littérature traitant la question du développement territorial et de la croissance économique. La troisième section traite les facteurs économiques et développement territorial. La quatrième met en évidence les facteurs politiques. Ensuite, la cinquième traite les facteurs environnementaux. La sixième éclaire comment les facteurs internationaux peuvent impacter le développement. La septième traite les politiques de développement territoriales et la planification stratégique. La huitième donne des exemples de développements territoriaux, succès et défis rencontrés, et la dernière section conclut.

2. Une revue de littérature

La croissance économique, ou le développement territorial d'un territoire donné, ne résulte pas d'un seul facteur, d'une condition ou d'un agent unique, mais de leur action conjointe, bien que de manière différente. Plusieurs auteurs classiques qui ont défendu les théories des pôles de croissance ont analysé la question de développement territoriale (Perroux, 1950) et de la causalité cumulative. Myrdall et Sitohang (1957) a souligné l'importance des coûts de transaction dans le déclenchement du processus de la croissance économique. Le développement territorial résulte de l'interaction de multiples dimensions économiques, sociales, culturelles, institutionnelles et environnementales qui, à leur tour, sont également multiformes, de sorte que l'intensité et la forme du développement de chaque région sont façonnées par leur profondeur et leur niveau d'articulation (Becker et al., 2008). Entre autres facteurs, la croissance économique et le développement territoriale sont déterminés par l'innovation, la compétitivité, la technologie, le capital humain, le tourisme, les infrastructures et les équipements, comme le montrent Bronzini et Piselli (2016), Shapiro (2006), Rutten et Boekema (2007) et Jackson et Murphy (2006). La technologie¹ est une condition essentielle mais non suffisante ou exclusive pour expliquer la croissance économique territoriale (Rutten et Boekema, 2007). L'interaction entre l'innovation et les actifs tangibles et intangibles de la région, tels que la connaissance et la technologie, sont également des facteurs importants de la croissance économique (Cooke, 2002 ; Teece, 2000). Plusieurs auteurs ont étudié la relation entre le capital humain et le développement économique (Barro, 1991; Barro, 2001 ; Barro et Sala-i-Martin, 1995 ; Benhabib et Spiegel, 1994) tandis que Barrios et Strobl (2009) ont analysé la relation entre les inégalités territoriales et le PIB par habitant. Le capital social territorial et les réseaux d'innovation sont des éléments importants de la croissance économique des régions pour Rutten et Boekema (2006), tandis que la technologie et la connaissance sont des facteurs cruciaux pour Teece (2000) et Cooke (2002) et Liberto (2008) mentionnent l'éducation comme un facteur clé du développement territorial en Italie. Dans le même temps, Tuan et Ng (2009) se sont intéressés aux investissements directs étrangers (IDE) et au développement territorial en Chine et Fu et Gabriel (2012) ont analysé la contribution de la migration et du capital humain pour le développement territorial de ce même pays. Il est généralement admis que la croissance économique existe lorsqu'il y a des changements positifs dans le produit intérieur brut (PIB) soutenus par une augmentation du PIB par

¹ Appelé également le progrès technique.

habitant, dans la plupart des cas accompagnés d'une augmentation de la population et/ou de changements structurels (Acemoglu et al., 2009; Barro et Sala-i-Martin, 2004). Il fut un temps où la croissance était définie comme un ensemble de changements quantitatifs dans les variables de produit et de rendement, suivant une approche fonctionnaliste et productiviste, dans laquelle l'espace apparaît comme la base physique des activités économiques (Aydalot, 1985). Cependant, le concept moderne opère une rupture avec la perspective fonctionnaliste et propose un retour à une vision territoriale qui valorise les ressources endogènes et la participation des acteurs locaux.

D'autre part, le développement est défini comme un mouvement ascendant de tout un système social, exprimé par un ensemble de facteurs endogènes (économiques et non économiques) et exogènes (Myrdal, 1974). Le développement territorial intègre l'espace variable, à travers la référence spatiale spécifique (la région) dans le développement économique et social clairement fonctionnaliste et déterritorialisé ou sans espace, c'est-à-dire un développement où le facteur territoire est anodin ou non pertinent. Le développement territorial s'inscrit dans deux paradigmes : (i) l'endogène, basé sur les ressources spécifiques ou internes de la région qui valorise l'acquisition de compétences par ses ressources humaines et (ii) l'exogène, basé sur les ressources externes de la région, qui met l'accent sur le libre fonctionnement des marchés et la participation des entreprises territoriales aux flux commerciaux (Dinis, 2005).

Plusieurs auteurs ont soutenu qu'au cours des dernières décennies, la connaissance et la technologie ont augmenté rapidement, ainsi que leur disponibilité et leur accessibilité, fournissant un niveau élevé de production (Limoges et al., 1994; Storper, 1993) mais ils n'ont pas analysé le système territorial avec ses exigences et les facteurs qui influencent le comportement des entreprises, qui sont en effet essentiels pour comprendre les différences territoriales en termes de croissance. Actuellement, la technologie est devenue tellement omniprésente qu'elle n'est plus une condition suffisante pour obtenir un avantage concurrentiel sur les concurrents (Maskell, 1998). Le consommateur, entouré d'innovations, s'intéresse davantage aux produits et services qui rendent sa vie plus pratique et s'attache aux valeurs, modes et styles de vie qu'il désire. Bien que l'on puisse affirmer que la technologie n'est qu'une des combinaisons de différents types de connaissances que requiert l'innovation (Hertog et al., 1997 ; Porter, 1998 ; Batenburget Rutten, 2003), la disponibilité et l'intégration croissantes des connaissances et des technologies dans la production et les plus-values qui en découlent pour la société ne sont pas homogènes sur le plan territorial, ce qui a conduit l'UE à promouvoir la compétitivité des entreprises territoriales par le biais de la politique de développement territorial (Morgan, 2004).

Historiquement, c'est à partir des années 1950 que l'économie territoriale gagne son propre statut de discipline scientifique. Pour Perroux (1950), le développement territorial résulte de la création de pôles de croissance tandis que Myrdal (1957) utilise la théorie de la causalité cumulative pour expliquer les différences territoriales de développement économique. Nelson et Winter (1982) ont étendu la notion de l'innovation à travers la destruction créatrice comme moteur principale de la croissance économique (Schumpeter, 1942) au développement territorial. Selon les auteurs, les acteurs régionaux ont un type d'action, c'est-à-dire des valeurs, des routines et des normes qui affectent le comportement des territoires et de leurs agents conduisant à un développement territorial inégal et donc à la création et à l'approfondissement des disparités territoriales. La théorie du développement territorial² est le support théorique de la « nouvelle géographie économique », selon laquelle les concentrations

² Le développement territorial désigne un développement endogène et intégré spatialement, qui tire parti de la contribution des acteurs opérant à différentes échelles et apporte une valeur ajoutée aux efforts de développement national. Adopter une telle définition a des conséquences assez importantes.

géographiques d'activité peuvent être expliquées par les coûts de transaction, l'efficacité et les spécialisations commerciales et économiques (Krugman, 1989 et Scott, 1998).

Les théories des réseaux régionaux définissent le développement territorial comme le résultat de l'interaction des agents au sein des réseaux et entre eux (Lundvall, 1992 ; Porter, 1990 ; Rutten et Boekema, 2007). Le nombre, la densité des réseaux et l'interaction entre eux, conduisent chaque région à se spécialiser et à avoir une structure économique et sociale particulière. La croissance économique territoriale résulte donc de l'interaction entre l'innovation, les réseaux sociaux³ et les actifs tangibles et intangibles, tels que la connaissance et la technologie d'une région donnée (Cooke, 2002 ; Teece, 2000). D'autres auteurs ont attiré l'attention sur le rôle du niveau d'éducation de la main-d'œuvre (c'est-à-dire le capital humain), qui, selon l'auteur, est la base de la production. Les actifs immatériels régionaux, comme par exemple le capital social, qui jouent un rôle déterminant, font eux-mêmes partie d'un processus dynamique de relations sociales (Granovetter, 1985). Le capital social, selon Putnam (2001), comprend l'organisation sociale et les institutions. Morgan (2004) fait état d'autres actifs immatériels tels que la proximité sociale et culturelle des acteurs dont le rôle est de faciliter la coopération entre les partenaires du réseau. En outre, les régions à forte productivité ont une plus grande capacité à attirer des ressources humaines qualifiées, ce qui augmente leur population (Glaeser et al., 1995) et se traduit par des logements plus chers. On peut également affirmer qu'un stock élevé de capital humain incite la région ou le lieu à offrir une meilleure qualité de vie à ses résidents. Shapiro (2006) a estimé que jusqu'à 40 % des effets d'une augmentation du capital humain sont directement liés à une augmentation de la qualité de vie. L'existence de collèges et d'universités dans une région donnée semble être un déterminant clé du niveau de capital humain (Winters, 2011) qui augmente de manière significative non seulement par la population résidente qui a accès à l'enseignement supérieur, mais aussi par les étudiants d'autres régions qui convergent et s'installent. Une part importante de la croissance des villes dites « intelligentes » est due aux anciens étudiants qui s'enracinent dans la région après avoir terminé leurs études supérieures. En outre, les résidents ayant fait des études supérieures augmentent la diversité et la densité des services aux consommateurs (Glaeser et al., 2001) et sont moins enclins à commettre des crimes (Lochner et Moretti, 2004), cependant Acemoglu et al. (2004) soutient l'idée que les institutions déterminent la trajectoire de développement de long terme et que le capital humain n'est que le résultat de bonnes institutions dites « inclusives ».

Les infrastructures et les équipements collectifs qui soutiennent l'activité économique et les ménages sont considérés comme un facteur crucial pour les stratégies de développement territorial car ils contribuent à améliorer la productivité (Munnell, 1992 ; Aschauer, 1998). Il y a une relation positive entre l'efficacité des infrastructures/équipements collectifs et la productivité de même qu'un impact positif substantiel de l'efficacité des infrastructures sur le capital public (Arrow et Kruz, 2013 ; Holtz-Eakin et Lovely, 1995). Bien que ce point de vue ait été remis en question par certains auteurs qui ont documenté une causalité opposée entre la productivité et le capital public (Holtz-Eakin et al., 1994 ; Garcia-Mila et al., 1996), leur position a ensuite été réfutée par plusieurs études qui ont documenté une relation positive entre le capital public et la productivité des systèmes productifs régionaux.

Ainsi, le capital public d'une région contribue à accroître son avantage comparatif, lui permettant de capter les facteurs de production d'autres territoires qui verront leur production ou leur productivité diminuer (Boarnet, 1998). Cette discussion laisse cependant une question sans réponse : dans quelle mesure le capital public investi dans une région donnée contribue-t-il à augmenter la productivité des régions voisines⁴ ? Bien qu'il n'y ait pas de réponses concluantes, étant donné le peu de recherches publiées, on peut néanmoins soutenir que, par

³ A ne pas confondre avec la notion moderne des réseaux/médias sociaux.

⁴ C'est-à-dire, un effet *spillovers* du capital public.

exemple, la construction d'une autoroute dans une région donnée a un impact sur les régions voisines en réduisant les coûts de transport des entreprises qui utilisent cette infrastructure. Selon Jackson et Murphy (2006), le tourisme est un facteur important pour la promotion du développement économique territorial. Le tourisme peut remplacer les emplois qui seront perdus dans d'autres secteurs productifs en raison de l'utilisation croissante de la technologie ou de la migration des jeunes vers les grandes villes ou les régions plus développées.

Ainsi, le tourisme peut s'avérer être un agent clé de la relance économique de certaines régions, notamment les plus isolées et les moins peuplées, lorsque celles-ci recèlent un vaste patrimoine naturel, patrimonial et culturel. Il convient toutefois de noter que, comme d'autres secteurs économiques, le tourisme ne peut être la seule solution pour le développement territorial.

L'industrie énergétique, par exemple, peut également constituer un secteur clé pour le développement économique et social durable d'une région (Ramachandra et Shruthi, 2007). Nous pouvons dire que le développement territorial ne résulte pas d'un facteur, d'une condition ou d'un agent unique, mais de leur interaction sous différentes formes et à différents rythmes, en fonction des circonstances spécifiques de la région.

En bref, les principaux facteurs qui peuvent influencer le développement territorial et façonner les résultats des initiatives de développement sont :

- Les ressources naturelles : La disponibilité des ressources naturelles telles que la terre, l'eau, les minéraux et le bois peut être un facteur important du développement territorial, car ces ressources peuvent servir de base à l'activité économique et créer de nouvelles opportunités de croissance.
- Le capital humain : Les compétences, les connaissances et l'expertise de la population locale peuvent être un facteur déterminant du développement territorial, car une main d'œuvre hautement éduquée et formée peut être plus productive et innovante, et mieux à même de tirer parti de nouvelles opportunités, en plus de sa capacité à façonner les institutions qui gouvernent le pays.
- Les infrastructures : La qualité et la disponibilité des infrastructures publiques telles que les routes, les ports et les systèmes de télécommunications sont un facteur important du développement territorial, car elles peuvent faciliter la circulation des biens et des services et aider à relier les personnes et les entreprises aux marchés.
- Les institutions : La force et l'efficacité des institutions telles que le système juridique, l'environnement réglementaire et les agences gouvernementales peuvent également influencer le développement territorial, car elles peuvent créer les conditions qui soutiennent la croissance et le développement économiques. De plus, selon North (1990), les institutions structurent les incitations des agents économiques pour investir dans le capital physique et humain.
- Les politiques économiques : Les politiques économiques du gouvernement et des autres parties prenantes peuvent également façonner le développement territorial, car elles peuvent influencer l'allocation des ressources, les incitations à l'investissement et à l'innovation, ainsi que l'environnement commercial général et la stabilité macroéconomique du pays.

Tableau 1 : Cadrage théorique du « Développement Territorial »

Auteurs	Les sources de développement
Myrdall et Sitohang (1957)	Les coûts de transaction dans le déclenchement du processus de la croissance économique

Barro, 1991; Barro, 2001 ; Barro et Sala-i-Martin, 1995 ; Benhabib et Spiegel, 1994)	Le capital humain et l'éducation sont un déterminant important du développement économique
Teece (2000) et Cooke (2002) et Liberto (2008) Romer (1989) Limoges et al. (1994); Storper (1993)	La technologie et la connaissance sont des facteurs cruciaux pour le développement
Perroux (1950)	Le développement territorial résulte de la création de pôles de croissance
Krugman (1989) ; Scott (1998)	Les concentrations géographiques d'activité peuvent être expliquées par les coûts de transaction, l'efficacité et les spécialisations commerciales et économiques.
Lundvall (1992) ; Porter (1990) ; Rutten et Boekema (2007).	Les théories des réseaux régionaux définissent le développement territorial comme le résultat de l'interaction des agents au sein des réseaux et entre eux
Acemoglu et al. (2004)	Les institutions inclusives déterminent la trajectoire de développement de long terme, cependant le capital humain n'est que le résultat de bonnes institutions.
Aschauer (1989)	L'infrastructure est un facteur crucial pour les stratégies de développement territorial

Source : Construit par les auteurs

3. Facteurs économiques et développement territorial

3.1. L'émergence du développement territorial : le système local d'acteurs

En réponse aux changements récents de l'économie internationale, le développement territorial apparaît comme une solution possible non seulement pour les économies industrialisées, mais aussi pour les économies des pays en développement. Dans le contexte de la mondialisation, les solutions libérales ancrées uniquement dans la sphère macroéconomique ne semblent pas, à elles seules, apporter des réponses innovantes aux besoins de développement. Stiglitz (2006) a bien montré à cet égard l'obstination des grandes organisations internationales (FMI et Banque mondiale) à refuser de reconnaître la pertinence de l'échelle locale comme niveau efficace de mise en œuvre des processus de développement. Le focus uniquement sur la dimension macroéconomique du développement continue de dominer les discussions entre les chercheurs universitaires et les principales instances internationales. Les récents mouvements de décentralisation administrative et politique des Etats africains francophones témoignent cependant d'un nouvel intérêt pour les questions relatives à l'échelle locale.

Dès les premières années de la crise des années 1970, des mesures ont été prises en réponse à l'émigration rurale et, plus généralement, aux dommages résultant de la délocalisation des activités économiques suite à l'accélération de la mondialisation. Par exemple, en France, ces initiatives ont pu prendre la forme d'un mouvement « pays » qui reconnaît l'existence et la dynamique des espaces créés par les acteurs locaux. A la même époque, les économistes italiens redécouvrent des formes de production territorialisées : les districts industriels qui reposent sur des relations de coopération entre les acteurs qui concernent non seulement le marché mais aussi la réciprocité. Cette dernière donne un nouvel élan à la relation don/contre-don identifiée par les anthropologues à la suite des travaux de Marcel Mauss, notamment dans

les sociétés rurales africaines, et dont le rôle, même dans les sociétés industrielles, commence à être mieux compris.

Ces nouvelles perspectives sur le développement territorialisé s'appuient sur quelques hypothèses défendues par les penseurs contemporains du développement. Sen (1999) a avancé l'idée que le développement ne peut pas résulter d'une mécanique comportementale et que l'utilitarisme benthamien⁵ est un concept myope du développement. L'économie est une science morale, ce qui signifie que l'éthique fait partie intégrante de la coordination entre les acteurs. Pour l'économiste Amrtya Sen, la spécificité culturelle des acteurs est une constante nécessaire et la recherche de l'équité est un impératif. Krugman et Venables (1995) rend hommage aux économistes « développementalistes » tels que F. Perroux et A. Hirschman, tout en soulignant la nécessité de redécouvrir le rôle de la géographie dans les questions de développement. Il prolonge en cela les travaux d'Alfred Marshall et sa notion d'externalités, notamment locales, qu'il définit comme « l'idée que le regroupement de producteurs en un lieu particulier procure des avantages, et que ces avantages expliquent à leur tour ce regroupement, est ancienne ». Albert Hirschman avait déjà formulé l'un des principes fondamentaux du développement territorial : la révélation des ressources cachées. Dans son livre (Hirschman, 1986), il réitère ce qu'il avait déjà souligné en 1958 : « le développement ne dépend pas tant de la recherche de combinaisons optimales pour des ressources et des facteurs de production donnés que de l'appel et de la mobilisation, à des fins de développement, de ressources et de capacités cachées, dispersées ou mal utilisées ».

Notre hypothèse est que l'application de la « théorie du développement territorial » est pertinente pour les économies en développement. Le modèle fonctionne comme une résurgence des relations de production précapitalistes revalidées par les pratiques locales et renouvelées par les dynamiques territoriales. Elles sont parallèles à celles soulevées par Koop et Sczary (2011), mais notre entrée est plus spécifiquement économique car elle se concentre sur le système productif.

Dans le système local des acteurs du « développement local » (Pecqueur, 1989), nous avons observé que l'enjeu du développement local consistait à démontrer l'existence d'un système qui valorise l'efficacité des relations, non exclusivement marchandes, entre un groupe de personnes pour valoriser la richesse des ressources dont elles disposent. Ce retour à la notion de « territoire », dont une manifestation concrète est le développement local, montre que nous entamons un nouveau cycle long d'industrialisation, considérées comme faisant partie d'un processus d'adaptation aux perspectives de l'économie mondiale, les initiatives à l'échelle locale et à l'échelle mondiale sont les deux facettes d'une même procédure d'ajustement. Cependant, on parlait avant de développement local, il semble préférable aujourd'hui de parler de développement territorial, car il ne s'agit pas simplement d'un développement à petite échelle. Ce que nous entendons par local n'est pas localiste (spécifique à une localité particulière), nous utiliserons donc le terme territorial. En première analyse, le développement territorial peut être défini comme tout processus mobilisant des acteurs qui aboutit à la création d'une stratégie d'adaptation aux contraintes extérieures, fondée sur une identification collective à une culture ou à un territoire. Cette définition comporte donc trois affirmations, dont chacune appelle une explication minutieuse. En résumé, le développement territorial ne se décrète pas et reste une construction entre les mains des acteurs ou parties prenantes locales, même si des politiques publiques appropriées peuvent être utilisées pour le stimuler dans le temps. En tant que stratégie d'adaptation aux effets de la mondialisation, il permet aux acteurs des différents territoires de réorganiser l'économie locale en réponse à une concurrence accrue à l'échelle mondiale. Enfin, le mécanisme de territorialisation repose sur le principe de l'identification d'un actif, c'est-à-dire la recherche d'une ressource spécifique

⁵ En référence au philosophe Anglais Jeremy Bentham, le fondateur du courant de l'utilitarisme.

au territoire qui puisse différencier ce territoire de son voisin au lieu d'être en concurrence avec lui dans la production de biens et services standards.

Le système territorial d'acteurs peut ainsi prendre des formes très diverses (districts industriels, clusters, ou toute autre forme d'organisation productive). Sa caractéristique fondamentale est la mise en place, dans le cadre d'un programme de développement long, d'un processus de construction par les acteurs locaux. Le processus de développement territorial n'est donc pas seulement un moyen d'optimiser des atouts dont on connaît l'existence, mais un moyen de révéler des ressources jusqu'alors inconnues et c'est en cela qu'il constitue une innovation.

3.2. Territoire construit et territoire donné

Si nous avons déjà défini la dynamique de type « territorial » comme un processus de développement original, nous nous heurtons à une difficulté concernant le statut du territoire qui sert de support à ce processus. En réalité, le discours sur le territoire recouvre souvent deux définitions différentes, à savoir, le territoire donné et il s'agit de la portion d'espace constituée (le plus souvent un découpage infranational) qui fait l'objet d'une observation. Dans ce cas, on postule la préexistence du territoire et on analyse ce qui s'y passe. C'est en quelque sorte le territoire *a priori*, dont on ne cherche pas à analyser les origines ou les conditions de construction, mais qui constitue un support. Généralement, il s'agit d'un territoire institutionnel : région, canton, cercle, province, etc. et « le territoire construit », dans cette perspective, le territoire est le résultat d'un processus de construction par les acteurs. Le territoire n'est pas postulé, mais observé *a posteriori*.

Cela signifie que le territoire construit n'existe pas partout et qu'il est possible de trouver des espaces qui sont dominés par des lois exogènes de localisation et qui ne sont pas des territoires. Dans le discours sur le territoire, les conceptions de la notion sont souvent confondues et l'une ne doit pas être exclue au profit de l'autre. Il est donc important de comprendre que le territoire est à la fois le contenant et le résultat du processus d'élaboration du contenu.

3.3. Facteurs influençant le développement territorial

3.3.1. Développement de l'infrastructure publique

L'infrastructure publique désigne les structures physiques et les installations qui sont construites et entretenues par le gouvernement au profit du public. Il peut s'agir d'un large éventail d'actifs, tels que les routes, les ponts, les aéroports, les ports, les réseaux d'eau et d'égouts, les écoles, les hôpitaux et les parcs, constituant le capital public. Les infrastructures publiques peuvent jouer un rôle clé dans le développement territorial. Les canaux par lesquels ils peuvent contribuer au développement d'un territoire donné comprennent ce qui suit.

- La connectivité : Les infrastructures publiques peuvent contribuer à relier les agents économiques aux marchés, facilitant ainsi la circulation des biens et service et augmentant l'activité économique en accentuant la spécialisation, réduisant les coûts de transaction et promouvoir la productivité totale des facteurs.
- L'accès aux services : Les infrastructures publiques peuvent contribuer à donner accès à des services essentiels tels que l'éducation, les soins de santé et les transports, ce qui peut améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans une région donnée.
- Le développement économique : Les infrastructures publiques peuvent également créer de nouvelles opportunités économiques et stimuler la croissance économique, car elles peuvent attirer de nouvelles entreprises et de nouveaux investissements dans une région en stimulant la demande et créant des emplois lors de la construction des infrastructures publiques, contribuant ainsi à la dynamisation de l'activité économique.

- **Compétitivité** : Dans une économie mondiale, la qualité des infrastructures publiques d'une région peut être un facteur clé pour attirer les entreprises et les investissements, car elle peut influencer le coût et l'efficacité des affaires. Les territoires disposant d'infrastructure plus développée sont susceptibles d'attirer plus les investisseurs et donc stimuler l'activité économique.

Ainsi, l'investissement dans les infrastructures publiques peut être un outil important pour promouvoir le développement territorial et contribuer à créer une région plus dynamique et plus prospère en donnant le souffle initial pour que le processus de développement se déclenche.

3.3.2. L'accès aux marchés

L'accès aux marchés est un facteur important dans le développement territorial, car il peut influencer les opportunités économiques et la prospérité d'une région à travers l'expansion de la demande adressée à celle-ci. Les marchés peuvent fournir un moyen aux personnes et aux entreprises de vendre leurs biens et services, et l'accès aux marchés peut être un facteur déterminant de la réussite. L'accès aux marchés peut influencer le développement territorial de plusieurs manières, notamment à travers l'augmentation de l'activité économique. Lorsque les entreprises et les particuliers ont accès aux marchés, ils peuvent vendre leurs produits et services et générer des revenus. Cela peut stimuler l'activité économique et créer de nouvelles possibilités d'emploi dans une région. De plus, L'accès aux marchés contribue à la diversification de l'économie. En effet, l'accès aux marchés peut également contribuer à diversifier l'économie d'une région, car les entreprises peuvent vendre leurs produits et services à un plus large éventail de clients. Cela peut réduire la dépendance à l'égard d'une seule industrie et rendre la région plus résistante aux chocs économiques. L'élargissement de l'accès aux marchés suscite l'attraction des investissements, c'est-à-dire, les régions ayant un bon accès aux marchés peuvent également être plus attrayantes pour les entreprises et les investisseurs, car elles offrent la possibilité de vendre des produits et des services à une clientèle plus large. Cela peut contribuer à stimuler la croissance et le développement économiques.

3.3.3. Dotation en ressources

La dotation en ressources fait référence aux ressources naturelles disponibles dans une région donnée, telles que la terre, les minéraux, le bois, l'eau, etc. Ces ressources sont un facteur important du développement économique d'une région, car elles peuvent servir de base à l'activité économique et créer de nouvelles opportunités de croissance. La disponibilité des ressources naturelles peut créer de nouvelles opportunités économiques, comme le développement d'industries extractives (par exemple, l'exploitation minière, la foresterie) ou la production de produits agricoles. Cela peut générer des revenus et créer des emplois pour la population locale.

Le développement d'industries basées sur les ressources naturelles peut également stimuler le développement d'infrastructures telles que des routes, des ports et d'autres installations, ce qui peut faciliter la circulation des biens et des services et créer de nouvelles opportunités économiques. L'exploitation des ressources naturelles peut également contribuer à diversifier l'économie d'une région, en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'une seule industrie et en la rendant plus résistante aux chocs économiques.

Toutefois, il est important de noter que l'impact de la dotation en ressources sur le développement peut varier en fonction d'un certain nombre de facteurs, tels que la qualité et la disponibilité des ressources, le niveau de développement technologique et le contexte politique et économique. Dans certains cas, l'exploitation des ressources naturelles peut créer

des problèmes environnementaux et sociaux, et il est important de gérer ces ressources de manière durable et responsable.

3.3.4. L'innovation

Les économies fondées sur la connaissance sont axées sur l'innovation : il est largement admis que la connaissance, l'innovation technologique et la compétitivité industrielle sont liées (Oughton et al, 2002). Le processus d'innovation est plus efficace lorsque les entreprises utilisent des sources de connaissances externes, telles que les universités, pour améliorer leurs performances technologiques. La proximité des universités est essentielle pour le transfert de connaissances. Les gouvernements du monde entier ont adopté la position selon laquelle les universités devraient faire preuve d'un plus grand esprit d'entreprise et contribuer au développement économique par le biais d'activités commerciales telles que la création de sociétés dérivées, le brevetage et la concession de licences technologiques. Pour corriger les défaillances du marché, les gouvernements devraient créer des incitations pour que les entreprises et les universités s'engagent dans un dialogue visant à développer et à utiliser des connaissances et des pratiques commercialement utiles. C'est ce que l'on appelle le modèle à triple hélice de collaboration entre l'université, l'industrie et le gouvernement. Le dialogue local avec le gouvernement et les entreprises est considéré comme un rôle normatif de gouvernance dans les programmes économiques locaux et régionaux (Etzkowitz et Leydesdorff, 1997).

4. Facteurs politiques

4.1. Gouvernance et capacité institutionnelle

La bonne gouvernance et une forte capacité institutionnelle⁶ sont des facteurs importants pour promouvoir le développement territorial, car elles peuvent créer les conditions qui soutiennent la croissance économique et le développement. La gouvernance fait référence aux processus par lesquels les décisions sont prises et mises en œuvre au sein d'une société, et la capacité institutionnelle fait référence à la capacité des institutions telles que le gouvernement, le système juridique et les organismes de réglementation à remplir efficacement leurs fonctions. La bonne gouvernance et une forte capacité institutionnelle peuvent contribuer au développement territorial de plusieurs manières. Citons, par exemple, le fait de créer un environnement stable et prévisible, c'est-à-dire, une bonne gouvernance et des institutions fortes peuvent créer un environnement stable et prévisible, propice à la croissance économique et au développement. Cela peut inclure un système juridique solide qui protège les droits de propriété, un environnement réglementaire transparent et efficace, et des services publics efficaces. De plus, la bonne gouvernance facilite la circulation des biens, des services et des investissements. Des institutions fortes peuvent également faciliter la circulation des biens, des services et des investissements au sein d'une région, contribuant ainsi à créer de nouvelles opportunités économiques et à stimuler l'activité économique. La gouvernance et la forte capacité institutionnelle contribuent à promouvoir la responsabilité et la transparence. En effet, la bonne gouvernance et des institutions fortes peuvent également promouvoir la responsabilité et la transparence, ce qui peut contribuer à instaurer la confiance entre les parties prenantes et à encourager les investissements et la croissance économique.

⁶ La capacité institutionnelle se réfère à la capacité d'une organisation ou d'une institution à remplir efficacement ses fonctions et à atteindre ses objectifs. Elle peut comprendre des facteurs tels que la disponibilité des ressources, l'efficacité de la gestion et de la direction, et la capacité à s'adapter aux circonstances changeantes. Dans le contexte de la gouvernance et de l'administration publique, la capacité institutionnelle se réfère à la capacité des agences et institutions gouvernementales à mettre en œuvre efficacement des politiques et à fournir des services aux citoyens.

L'un des canaux par lesquels la gouvernance et, généralement, les bonnes institutions peuvent améliorer le développement territorial est la réduction de la corruption et la recherche de rentes. La bonne gouvernance et des institutions fortes peuvent également contribuer à réduire la corruption et la recherche de rentes, qui peuvent détourner les ressources des activités productives et entraver le développement économique. La bonne gouvernance et une forte capacité institutionnelle sont des facteurs clés pour promouvoir le développement territorial et contribuer à créer une région plus prospère et plus dynamique.

4.2. Stabilité politique

La stabilité politique est un facteur important du développement territorial, car elle peut créer un environnement stable et prévisible, propice à la croissance et au développement économiques. L'instabilité politique, en revanche, peut créer de l'incertitude et des risques, ce qui peut décourager l'investissement et l'activité économique. La stabilité politique peut contribuer au développement territorial de plusieurs manières.

- **La croissance économique :** La stabilité politique peut créer un environnement stable et prévisible, propice à la croissance et au développement économiques. Cela peut inclure un système juridique solide qui protège les droits de propriété, un environnement réglementaire transparent et efficace, et des services publics efficaces.
- **Investissement :** La stabilité politique peut également encourager les investissements, car les investisseurs sont plus susceptibles de placer leur argent dans des régions politiquement stables et dotées d'un environnement réglementaire prévisible.
- **Développement des infrastructures :** La stabilité politique peut également faciliter le développement d'infrastructures telles que des routes, des ports et d'autres installations, ce qui peut faciliter la circulation des biens et des services et créer de nouvelles opportunités économiques.
- **Réduction des risques :** La stabilité politique peut également réduire le risque pour les entreprises et les investisseurs, car elle réduit la probabilité de changements politiques inattendus ou de conflits susceptibles de perturber l'activité économique.

4.3. Les politiques publiques et réglementation

La politique et la réglementation publiques peuvent jouer un rôle important dans le développement territorial, car elles peuvent influencer l'allocation des ressources, les incitations à l'investissement et à l'innovation, ainsi que l'environnement commercial général. La politique publique fait référence aux actions et aux décisions du gouvernement, qui peuvent inclure des lois, des règlements et d'autres mesures destinées à atteindre des buts ou des objectifs spécifiques. La réglementation désigne les règles et les restrictions mises en place pour régir le comportement des individus et des organisations. En effet, les politiques publiques et la réglementation contribuent à promouvoir l'investissement dans une région donnée en créant des incitations à l'investissement et à l'innovation, ce qui peut stimuler la croissance et le développement économiques. Par exemple, les allègements fiscaux et autres incitations financières peuvent encourager les entreprises à investir dans une région donnée.

Les politiques publiques et la réglementation peuvent également soutenir la croissance économique en créant un environnement commercial favorable. Par exemple, les politiques qui réduisent la bureaucratie et rationalisent les réglementations peuvent faciliter le fonctionnement et la croissance des entreprises. En outre, la politique et la réglementation publiques peuvent également faciliter le développement d'infrastructures telles que des routes, des ports et d'autres installations, ce qui peut faciliter la circulation des biens et des services et créer de nouvelles opportunités économiques. Finalement, La politique publique et la réglementation peuvent également contribuer à promouvoir les objectifs sociaux et

environnementaux, tels que l'amélioration de la santé publique, la protection des ressources naturelles et la réduction des inégalités. Ainsi, la politique publique et la réglementation jouent un rôle essentiel dans le développement territorial et peuvent contribuer à créer une région plus prospère et plus dynamique.

5. Facteurs sociaux

5.1. Changements démographiques et de population

Les changements démographiques et de population peuvent avoir des répercussions importantes sur le développement territorial, car ils peuvent influencer la taille et la composition de la main-d'œuvre, la demande de biens et de services, ainsi que l'environnement économique et social global d'une région.

- La main-d'œuvre : Les changements dans la taille et la composition de la population active peuvent affecter la disponibilité et les compétences de la main-d'œuvre, ce qui peut à son tour influencer la croissance et le développement économiques. Par exemple, une population vieillissante peut entraîner une pénurie de travailleurs, tandis qu'une population plus jeune peut fournir un plus grand bassin de main-d'œuvre, mais peut aussi nécessiter plus d'investissements dans l'éducation et la formation.
- La demande de biens et de services : Les changements dans la population peuvent également affecter la demande de biens et de services, ce qui peut influencer l'activité et le développement économiques. Par exemple, une population croissante peut entraîner une augmentation de la demande de logements, de soins de santé et d'autres services, tandis qu'une population en déclin peut entraîner une diminution de la demande.
- Facteurs sociaux et culturels : Les changements démographiques et de population peuvent également avoir des impacts sociaux et culturels, qui peuvent affecter le développement territorial. Par exemple, les changements dans la composition de la population (dus à la migration, par exemple) peuvent entraîner des modifications du tissu social et culturel d'une région.

En effet, les changements démographiques et de population peuvent avoir des répercussions importantes sur le développement territorial, et il est important que les décideurs politiques et les autres parties prenantes anticipent et planifient ces changements afin de promouvoir une croissance durable et inclusive.

5.2. Education et capital humain

L'éducation et le capital humain peuvent avoir une influence considérable sur le développement territorial, car ils peuvent façonner les compétences, les connaissances et l'expertise de la population locale, ce qui peut à son tour affecter la croissance et le développement économiques. D'abord en augmentant la productivité de la main-d'œuvre, car elles permettent aux gens d'acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour accomplir leur travail plus efficacement. Cela peut conduire à une augmentation de l'activité économique et par conséquent à la croissance économiques. De plus, l'éducation et le capital humain peuvent également favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise, car ils peuvent fournir aux gens les compétences et les connaissances nécessaires pour développer et mettre sur le marché de nouvelles idées. Cela peut créer de nouvelles opportunités économiques et stimuler la croissance économique. En outre, les régions disposant d'une main-d'œuvre hautement éduquée et formée peuvent également être plus attrayantes pour les entreprises et les investisseurs, car elles offrent une main-d'œuvre qualifiée et productive qui peut stimuler l'innovation et la croissance.

L'éducation et le capital humain améliorent la qualité de vie des personnes vivant dans une région donnée, car ils peuvent leur fournir les compétences et les connaissances nécessaires pour poursuivre leurs objectifs et améliorer leur bien-être. Globalement, l'éducation et le capital humain sont des facteurs importants pour promouvoir le développement territorial et contribuer à créer une région plus prospère et plus dynamique.

5.3. Culture et normes sociales

La culture et les normes sociales peuvent influencer le développement territorial de plusieurs manières. La culture fait référence aux valeurs, croyances et pratiques partagées d'une société, et les normes sociales sont les règles et attentes non écrites qui façonnent le comportement au sein d'une société. La culture et les normes sociales peuvent influencer l'activité économique en façonnant l'attitude des gens à l'égard du travail, de l'innovation et de l'esprit d'entreprise. Par exemple, une culture qui valorise le travail et l'innovation peut être plus propice à la croissance et au développement économiques. La culture et les normes sociales peuvent également influencer les investissements, les investisseurs étant plus enclins à investir dans les régions où ils se sentent à l'aise et où leurs valeurs et leurs attentes sont alignées sur celles de la population locale. En outre, la culture et les normes sociales peuvent contribuer à la cohésion et à la stabilité sociales, ce qui peut créer un environnement plus favorable à la croissance et au développement économiques.

En bref, la culture et les normes sociales peuvent jouer un rôle dans le développement territorial, et il est important que les décideurs politiques et les autres parties prenantes tiennent compte de ces facteurs lorsqu'ils conçoivent des initiatives de développement.

6. Facteurs environnementaux

6.1. Disponibilité et gestion des ressources naturelles

La disponibilité et la gestion des ressources naturelles peuvent jouer un rôle important dans le développement territorial, car les ressources naturelles peuvent servir de base à l'activité économique et créer de nouvelles opportunités de croissance. Toutefois, il est important de gérer ces ressources de manière durable et responsable, car l'exploitation des ressources naturelles peut également avoir des effets négatifs sur l'environnement et les communautés locales. La disponibilité et la gestion des ressources naturelles peuvent influencer le développement comme suit. Tout d'abord, la disponibilité des ressources naturelles peut créer de nouvelles opportunités économiques, comme le développement d'industries extractives (par exemple, l'exploitation minière, la foresterie) ou la production de produits agricoles. Cela peut générer des revenus et créer des emplois pour la population locale. En outre, le développement d'industries basées sur les ressources naturelles peut également stimuler le développement d'infrastructures telles que des routes, des ports et d'autres installations, ce qui peut faciliter la circulation des biens et des services et créer de nouvelles opportunités économiques. En outre, l'exploitation des ressources naturelles peut également contribuer à diversifier l'économie d'une région, en réduisant sa dépendance vis-à-vis d'une seule industrie et en la rendant plus résistante aux chocs économiques. La gestion des ressources naturelles peut également avoir un impact sur l'environnement, car l'exploitation de ces ressources peut avoir des effets négatifs sur la qualité de l'air et de l'eau, la perte de biodiversité et d'autres problèmes environnementaux. Il est important de prendre en compte ces impacts et de gérer les ressources naturelles de manière à promouvoir une croissance durable et inclusive.

Grosso modo, la disponibilité et la gestion des ressources naturelles sont des facteurs importants pour façonner le développement territorial, et il est important d'équilibrer les

avantages économiques de ces ressources avec la nécessité de protéger l'environnement et de promouvoir le développement durable.

6.2. Changement climatique et dégradation de l'environnement

Le changement climatique et la dégradation de l'environnement ont des répercussions importantes sur le développement territorial, car ils peuvent affecter la disponibilité des ressources naturelles, la qualité de l'environnement naturel et le bien-être économique et social d'une région. Le changement climatique et la dégradation de l'environnement peuvent affecter la disponibilité des ressources naturelles, telles que l'eau, la terre et le bois, qui peuvent à leur tour avoir un impact sur l'activité et le développement économiques. Par exemple, un climat changeant peut entraîner des sécheresses, des inondations et d'autres catastrophes naturelles qui peuvent perturber la production agricole et d'autres activités économiques. Ils peuvent également affecter la qualité de l'environnement naturel, ce qui peut avoir des répercussions sur le tourisme, les loisirs et d'autres activités économiques. Par exemple, la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes peuvent réduire l'attrait d'une région et diminuer la valeur économique des ressources naturelles. De plus, le changement climatique et la dégradation de l'environnement peuvent également avoir un impact sur le bien-être social et économique d'une région, car ils peuvent affecter la qualité de vie des personnes vivant dans la région. Par exemple, un environnement pollué ou dégradé peut avoir des effets négatifs sur la santé publique, tandis qu'un environnement sain et dynamique peut améliorer le bien-être et la qualité de vie. En bref, le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont des considérations importantes pour le développement territorial, et il est important de s'attaquer à ces problèmes afin de promouvoir une croissance durable et inclusive.

6.3. Catastrophes naturelles et préparation aux catastrophes

Les catastrophes naturelles ont des effets négatifs importants sur le développement territorial, car elles peuvent perturber l'activité économique, endommager les infrastructures et les services publics, et provoquer des perturbations sociales et économiques pour les personnes vivant dans la région touchée. Les catastrophes naturelles peuvent perturber l'activité économique, car elles peuvent endommager les infrastructures, perturber les chaînes d'approvisionnement et détruire les entreprises et les maisons. Cela peut entraîner une baisse de l'activité économique et une réduction des revenus et des possibilités d'emploi.

Les catastrophes naturelles peuvent également endommager les infrastructures telles que les routes, les ponts et autres installations publiques, ce qui peut perturber la circulation des biens et des services et entraver l'activité économique. En plus, les catastrophes naturelles peuvent également causer des perturbations sociales, car elles peuvent déplacer les gens de leurs maisons, perturber les réseaux sociaux et les systèmes de soutien, et causer d'autres problèmes sociaux et économiques.

La préparation aux catastrophes peut contribuer à atténuer les effets négatifs des catastrophes naturelles sur le développement territorial. Il peut s'agir de mesures telles que des codes de construction et des règlements d'utilisation des sols conçus pour réduire le risque de dommages causés par les catastrophes naturelles, ainsi que des plans d'intervention d'urgence et de rétablissement qui peuvent contribuer à minimiser les perturbations sociales et économiques causées par ces événements.

Dans l'ensemble, les catastrophes naturelles peuvent avoir des effets négatifs importants sur le développement territorial, et il est important d'investir dans la préparation aux catastrophes afin de réduire les risques et les conséquences de ces événements.

7. Facteurs internationaux

7.1. Tendances économiques mondiales et mondialisation

Les tendances économiques mondiales et la mondialisation peuvent avoir des effets tant positifs que négatifs sur le développement territorial, en fonction de divers facteurs. Ils peuvent créer de nouvelles opportunités pour le commerce et l'investissement, car elles peuvent donner accès à de nouveaux marchés et clients, et faciliter la circulation des biens, des services et des capitaux. Cela peut stimuler la croissance économique et le développement. Desurcroît, Les tendances économiques mondiales et la mondialisation peuvent amener de nouvelles technologies et innovations dans une région, ce qui peut accroître la productivité et la compétitivité, et créer de nouvelles opportunités économiques.

Ainsi, les tendances économiques mondiales et la mondialisation sont susceptibles à encourager la spécialisation économique, les régions pouvant se concentrer sur la production et l'exportation de certains biens ou services afin de tirer parti de leurs avantages comparatifs. Cependant, les tendances économiques mondiales et la mondialisation peuvent également avoir des effets négatifs sur le développement territorial, car elles peuvent contribuer à l'inégalité économique et à la marginalisation. Par exemple, certaines régions ou certains groupes peuvent être laissés pour compte lorsque l'activité économique se déplace vers des régions plus compétitives ou plus attrayantes. En effet, les tendances économiques mondiales et la mondialisation peuvent avoir des effets tant positifs que négatifs sur le développement territorial, et il est important de gérer ces effets de manière à promouvoir une croissance inclusive et durable.

7.2. Investissement et commerce extérieur

Les investissements et le commerce étrangers peuvent avoir des effets tant positifs que négatifs sur le développement territorial, en fonction de divers facteurs. Les investissements et le commerce étrangers peuvent influencer le développement territorial de plusieurs manières. Les investissements et le commerce étrangers peuvent stimuler la croissance et le développement économiques, car ils peuvent donner accès à de nouveaux marchés et clients, et faciliter la circulation des biens, des services et des capitaux. Cela peut créer de nouvelles opportunités économiques et stimuler l'activité économique.

Les investissements et le commerce étrangers peuvent également apporter de nouvelles technologies et innovations dans une région, ce qui peut accroître la productivité et la compétitivité, et créer de nouvelles opportunités économiques. De surcroît, ils contribuent à créer des opportunités d'emploi, car les entreprises peuvent investir dans une région afin de profiter de coûts de main-d'œuvre plus faibles ou d'autres facteurs favorables.

Cependant, les investissements et le commerce étrangers peuvent également avoir des effets négatifs sur le développement territorial, car ils peuvent contribuer à l'inégalité économique et à la marginalisation. Par exemple, certaines régions ou certains groupes peuvent être laissés pour compte lorsque l'activité économique se déplace vers des régions plus compétitives ou plus attrayantes. En résumé, les investissements et le commerce étrangers peuvent avoir des effets positifs et négatifs sur le développement territorial, et il est important de gérer ces effets de manière à promouvoir une croissance inclusive et durable.

7.3. Aide et assistance au développement

L'aide et l'assistance au développement peuvent jouer un rôle dans la promotion du développement territorial, car elles peuvent fournir une aide financière, technique et d'autres types d'assistance pour aider les pays et les régions à relever les défis du développement et à atteindre leurs objectifs de développement. L'aide et l'assistance au développement peuvent contribuer au développement territorial de différentes manières.

- Soutenir la croissance économique en fournissant des fonds pour le développement des infrastructures, les réformes économiques et d'autres initiatives susceptibles de stimuler l'activité économique et le développement.
- Contribuer à réduire la pauvreté en finançant des initiatives qui améliorent la santé, l'éducation et d'autres services essentiels à l'amélioration du bien-être des populations pauvres et vulnérables.
- Soutenir le renforcement des capacités en fournissant une assistance technique et une formation pour aider les pays et les régions à développer les compétences et l'expertise nécessaires pour relever les défis du développement et atteindre leurs objectifs de développement.
- Contribuer à promouvoir le développement durable en soutenant des initiatives qui s'attaquent aux problèmes environnementaux et sociaux, tels que le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les inégalités.

En bref, l'aide et l'assistance au développement peuvent jouer un rôle dans la promotion du développement territorial, et il est important d'utiliser ces ressources de manière efficace et durable, et de promouvoir une croissance inclusive et durable.

8. Politiques de développement territoriales et planification stratégique

Le thème du développement régional et territorial se trouve à l'intersection de deux traditions influentes présentes depuis la seconde moitié du XXe siècle. D'une part, le processus de décentralisation conduit à l'utilisation de techniques et d'outils spécifiques, créant finalement une stratégie de développement par essais et erreurs (Pasquier, 2012). Ces techniques sont initiées par des instances gouvernementales locales ou décentralisées et réalisées par des praticiens du développement territorial en collaboration avec des acteurs productifs locaux ou des citoyens. Ces méthodes d'ingénierie contribuent à la diffusion de l'idéologie développementale et de ses différentes formules (Janin et al., 2011). Simultanément, le développement, objet d'étude constant des chercheurs, notamment des économistes, est continuellement analysé, recherché et modélisé, notamment dans ses différentes formes spatiales, de la nation aux territoires et aux régions (Stimson et al., 2006). L'approche du développement régional, influencée par des auteurs notables tels que Isard (1960) et FPerroux (1969), repose sur une vision pragmatique des divisions géographiques et considère la région comme une unité d'observation économique légitime principalement en raison de ses caractéristiques politiques ou institutionnelles.

Depuis les années 80, des travaux ont établi les fondements d'une approche du développement territorial en mettant en avant les dimensions locales, en se concentrant d'abord sur les processus de production, puis sur l'innovation et la technologie. Ces travaux ont traversé quatre phases principales. La première phase était l'approche des systèmes localisés, qui mettait en évidence les relations systémiques entre les acteurs productifs locaux, en créant un territoire basé sur la coopération et les projets communs. Depuis les pionniers des districts italiens, cette approche a souligné l'importance des interactions verticales et horizontales et de l'appartenance à un groupe social homogène pour la création d'un tissu local de réseaux de collaboration et de structures de gouvernance. La capacité de ces systèmes à évoluer et à s'adapter aux changements des goûts des consommateurs ou à l'arrivée de nouveaux concurrents est considérée comme cruciale pour le développement. Ces territoires productifs sont souvent appelés clusters, en raison de leur ressemblance avec l'analyse de Porter, et ils reposent sur des regroupements de firmes et de laboratoires qui entretiennent des liens étroits et travaillent dans des industries connexes. L'innovation technique prend alors une dimension collective, dépassant la figure de l'entrepreneur innovant, comme dans l'approche des milieux,

qui met l'accent sur les processus de développement par le bas, comme dans le cas de régions décentralisées ou d'États fédéraux.

La planification stratégique territoriale est un outil puissant qui permet aux collectivités d'établir une vision claire, de fixer des objectifs spécifiques et de hiérarchiser les projets clés pour leur croissance future. En identifiant les investissements clés, les plans stratégiques jouent un rôle crucial dans la promotion d'une approche intégrée du développement territorial. Les études de cas suivantes illustrent l'utilisation de la planification territoriale stratégique aux niveaux national et local : À l'échelle nationale, le plan quinquennal de développement territorial est une initiative majeure du gouvernement pour orienter le développement du pays. Plus précisément, il sert de document de référence pour la planification des projets d'infrastructure. À l'échelle locale, les stratégies de développement urbain (CDS) sont utilisées comme moyen de créer une vision et un plan d'action pour les territoires urbains. Mises en œuvre dans les villes secondaires ou intermédiaires, ces stratégies permettent d'évaluer les options de développement pour les zones qui ne bénéficient pas des avantages des grands centres urbains. Pour être efficaces, les politiques et leur mise en œuvre doivent reposer sur la valorisation du potentiel local et endogène, sur l'engagement de toutes les parties prenantes et sur la coordination de leurs efforts. Des projets et les plans quinquennaux dans les pays en développement démontrent l'efficacité de ces approches ascendantes pour promouvoir le développement local et territorial.

9. Exemples de développements territoriaux, succès et défis rencontrés

Il existe de nombreux exemples de développement territorial dans les pays en développement, car ces pays sont souvent confrontés à d'importants problèmes de développement et cherchent des moyens d'améliorer le bien-être de leurs populations et de stimuler la croissance économique. Voici quelques exemples d'initiatives de développement territorial dans les pays en développement.

- **Le développement des infrastructures** : De nombreux pays en développement investissent dans le développement des infrastructures afin d'améliorer la circulation des biens et des services et de créer de nouvelles opportunités économiques. Par exemple, des pays comme la Chine, l'Inde et le Brésil ont investi massivement dans des projets d'infrastructure tels que des routes, des ports et des aéroports afin de soutenir la croissance économique et le développement.
- **Le développement agricole** : De nombreux pays en développement investissent également dans le développement agricole afin d'augmenter la production alimentaire, de réduire la pauvreté et de créer des opportunités économiques. Par exemple, des initiatives telles que la révolution verte en Inde ont permis d'augmenter la productivité agricole et de réduire la pauvreté dans les zones rurales.
- **Le développement industriel** : Les pays en développement cherchent également à promouvoir le développement industriel afin de créer des emplois, d'augmenter les exportations et de stimuler la croissance économique. Par exemple, des pays comme la Corée du Sud et Taïwan ont développé des secteurs industriels performants qui ont joué un rôle clé dans leur développement économique.
- **Le développement social** : Les pays en développement investissent également dans des initiatives de développement social afin d'améliorer le bien-être de leurs populations. Par exemple, des initiatives telles que l'éducation universelle et l'accès aux soins de santé peuvent contribuer à améliorer la qualité de vie des personnes vivant dans ces pays.

Il existe de nombreux exemples d'initiatives de développement territorial dans les pays en développement, et ces initiatives peuvent prendre diverses formes en fonction des besoins et des défis spécifiques de la région. Cependant, le développement territorial présente de nombreux défis, car il implique de traiter un large éventail de questions et de répondre aux besoins et défis spécifiques d'une région particulière. Parmi les défis communs au développement territorial, citons :

- **Pauvreté** : La pauvreté est un défi important pour le développement territorial, car elle peut limiter les opportunités économiques, réduire l'accès à l'éducation et aux soins de santé, et créer d'autres problèmes sociaux et économiques.
- **Les infrastructures** : Le manque d'infrastructures est un autre défi commun au développement territorial, car il peut limiter la circulation des biens et des services et entraver la croissance économique.
- **Éducation et compétences** : L'accès limité à l'éducation et à la formation peut également constituer un défi pour le développement territorial, car il peut limiter les compétences et les connaissances de la population locale et entraver la croissance économique.
- **L'instabilité politique** : L'instabilité politique peut également constituer un défi pour le développement territorial, car elle peut créer de l'incertitude et entraver les investissements et l'activité économique.
- **La dégradation de l'environnement** : La dégradation de l'environnement peut également constituer un défi pour le développement territorial, car elle peut affecter la disponibilité des ressources naturelles, la qualité de l'environnement naturel et le bien-être de la population locale.

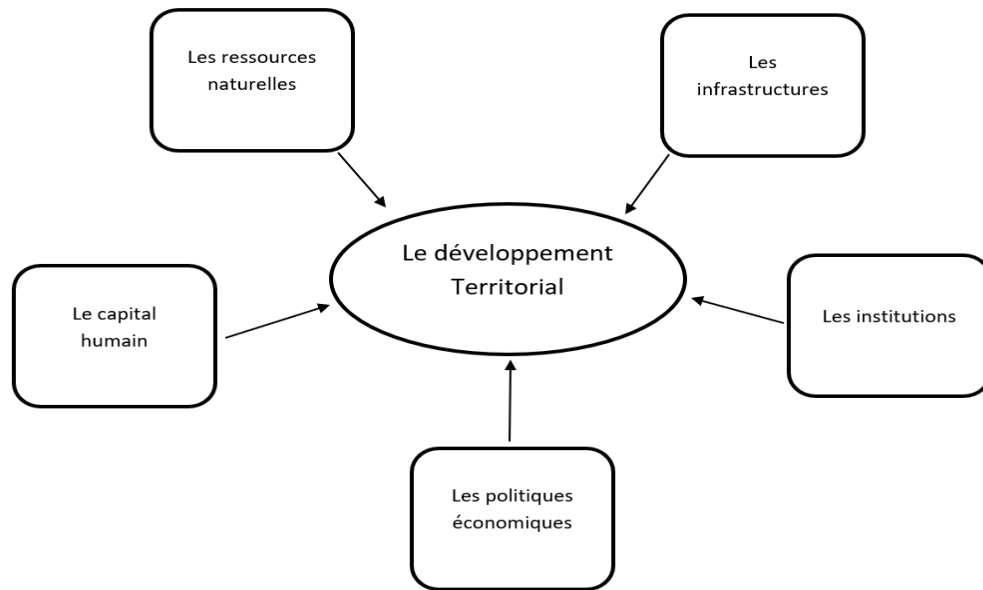
Le développement territorial se heurte à de nombreux obstacles, et pour les surmonter, il faut adopter une approche multiforme qui implique de traiter un large éventail de questions sociales, économiques et environnementales.

10. Conclusion

Le développement territorial consiste à promouvoir la croissance économique et à améliorer le bien-être des personnes vivant dans une région donnée. De nombreux facteurs peuvent influencer le développement territorial, notamment des facteurs économiques, sociaux, culturels et environnementaux. Parmi les principaux déterminants du développement territorial figurent l'accès aux marchés, les infrastructures publiques, la dotation en ressources, la gouvernance et la capacité institutionnelle, la stabilité politique, les politiques publiques et la réglementation, les changements démographiques et de population, l'éducation et le capital humain, la culture et les normes sociales, ainsi que les facteurs environnementaux. Les catastrophes naturelles, les tendances économiques mondiales et la mondialisation peuvent également avoir un impact sur le développement territorial. L'aide et l'assistance au développement peuvent jouer un rôle dans la promotion du développement territorial, et il existe de nombreux exemples d'initiatives de développement territorial dans les pays en développement.

Cependant, le développement territorial se heurte aussi à de nombreux obstacles, notamment la pauvreté, le manque d'infrastructures, l'accès limité à l'éducation et aux compétences, l'instabilité politique et la dégradation de l'environnement.

Figure 1 : Modèle théorique du « Développement Territorial »



Source : Construit par les auteurs

La croissance économique est le résultat de multiples facteurs et conditions qui fonctionnent ensemble, mais de manière différente. Des facteurs tels que l'innovation, la compétitivité, la technologie, le capital humain, le tourisme, les infrastructures et les équipements jouent tous un rôle dans la détermination de la croissance économique et du développement territorial d'une zone donnée. La relation entre ces facteurs est complexe et multiforme, les différentes régions connaissant une croissance différente en fonction de la profondeur et du niveau de leurs interactions économiques, sociales, culturelles, institutionnelles et environnementales. La technologie est essentielle, mais pas suffisante ou exclusive, pour expliquer la croissance économique territoriale. L'interaction entre l'innovation, les réseaux sociaux et les actifs tangibles et intangibles de la région, tels que la connaissance et la technologie, sont également des facteurs importants de la croissance économique. L'éducation est également considérée comme un facteur clé du développement territorial. Des facteurs tels que l'investissement direct étranger, la migration et le capital humain jouent également un rôle dans le développement territorial. La croissance économique est généralement définie comme une évolution positive du produit intérieur brut, soutenue par une augmentation du PIB par habitant, et accompagnée d'une augmentation de la population et/ou de changements structurels. Le concept moderne de croissance est multidimensionnel et relationnel, la dimension territoriale étant essentielle.

Références

- (1). Acemoglu, D., Gallego, F. A., & Robinson, J. A. (2014). Institutions, human capital, and development. *Annu. Rev. Econ.*, 6(1), 875-912.
- (2). Acemoglu, D., Johnson, S., Robinson, J. A., & Yared, P. (2009). Reevaluating the modernization hypothesis. *Journal of monetary economics*, 56(8), 1043-1058.
- (3). Arrow, K. J., & Kruz, M. (2013). *Public investment, the rate of return, and optimal fiscal policy*. RFF Press.
- (4). Aschauer, D. A. (1989). Is public expenditure productive?. *Journal of monetary economics*, 23(2), 177-200.

- (5). Aydalot, P. (1985). Le développement de la périurbanisation en France. *disP-The Planning Review*, 21(80-81), 84-89.
- (6). Barrios, S., & Strobl, E. (2009). The dynamics of regional inequalities. *Regional Science and Urban Economics*, 39(5), 575-591.
- (7). Barro, R. J. (1991). Economic growth in a cross section of countries. *The quarterly journal of economics*, 106(2), 407-443.
- (8). Barro, R. J. (2001). Human capital and growth. *American economic review*, 91(2), 12-17.
- (9). Barro, R., & Sala-i-Martin, X. (2004). *Economic growth* second edition.
- (10). Batenburg, R., & Rutten, R. (2003). Managing innovation in regional supply networks: a Dutch case of "knowledge industry clustering". *Supply Chain Management: An International Journal*.
- (11). Becker, G. S., Rayo, L., & Krueger, A. B. (2008). Economic growth and subjective well-being: Reassessing the Easterlin paradox. *Comments and discussion. Brookings Papers on Economic Activity*, 2008, 88-102.
- (12). Benhabib, J., & Spiegel, M. M. (1994). The role of human capital in economic development evidence from aggregate cross-country data. *Journal of Monetary economics*, 34(2), 143-173.
- (13). Boarnet, M. G. (1998). Spillovers and the locational effects of public infrastructure. *Journal of regional science*, 38(3), 381-400.
- (14). Bronzini, R., & Piselli, P. (2016). The impact of R&D subsidies on firm innovation. *Research Policy*, 45(2), 442-457.
- (15). Cooke, P. (2002). Regional innovation systems: general findings and some new evidence from biotechnology clusters. *The Journal of Technology Transfer*, 27(1), 133-145.
- (16). Den Hertog, P., Bilderbeek, R., & Maltha, S. (1997). Intangibles: the soft side of innovation. *Futures*, 29(1), 33-45.
- (17). Di Liberto, A. (2008). Education and Italian regional development. *Economics of Education Review*, 27(1), 94-107.
- (18). Dinis, A. (2011, June). Tourism, niche strategy and networks as factors for both entrepreneurship and rural sustainability. In *IX Rural entrepreneurship conference: a sustainable rural* (pp. 23-24).
- (19). Etzkowitz, H., & Leydesdorff, L. (1997). Universities and the global knowledge economy: A triple helix of university-industry relations. Preprint version of: Etzkowitz, H., & Leydesdorff, L. (1997). *Universities and the Global Knowledge Economy: A Triple Helix of University-Industry-Government Relations*. London: Pinter.[archival reprint].
- (20). Fu, Y., & Gabriel, S. A. (2012). Labor migration, human capital agglomeration and regional development in China. *Regional Science and Urban Economics*, 42(3), 473-484.
- (21). Garcia-Mila, T., McGuire, T. J., & Porter, R. H. (1996). The effect of public capital in state-level production functions reconsidered. *The review of economics and statistics*, 177-180.
- (22). Glaeser, E. L., Kolko, J., & Saiz, A. (2001). Consumer city. *Journal of economic geography*, 1(1), 27-50.
- (23). Glaeser, E. L., Scheinkman, J., & Shleifer, A. (1995). Economic growth in a cross-section of cities. *Journal of monetary economics*, 36(1), 117-143.
- (24). Granovetter, M. (1985). Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness, *American Journal of Sociology*, (91), , pp. 481-510.

- (25). Hirschman, E. C. (1986). Humanistic inquiry in marketing research: philosophy, method, and criteria. *Journal of marketing Research*, 23(3), 237-249.
- (26). Holtz-Eakin, D., & Lovely, M. E. (1996). Scale economies, returns to variety, and the productivity of public infrastructure. *Regional Science and Urban Economics*, 26(2), 105-123.
- (27). Holtz-Eakin, D., Joulfaian, D., & Rosen, H. S. (1994). Sticking it out: Entrepreneurial survival and liquidity constraints. *Journal of Political economy*, 102(1), 53-75.
- (28). Isard, W. (1960). The scope and nature of regional science. *Papers in Regional Science*, 6(1), 9-34.
- (29). Jackson, J., & Murphy, P. (2006). Clusters in regional tourism An Australian case. *Annals of Tourism research*, 33(4), 1018-1035.
- (30). Janin, C., Grasset, E., Lapostolle, D., & Turquin, E. (2011). L'ingénierie, signe d'intelligence territoriale?. *Economica-Anthropos*.
- (31). Koop, K., & Szary, A. L. A. (2011). Introduction. Approche critique des transferts contemporains des modèles de développement territorial vers les Suds. *L'Information géographique*, 75(4), 6-14.
- (32). Krugman, P. R. (1989). Industrial organization and international trade. *Handbook of industrial organization*, 2, 1179-1223.
- (33). Krugman, P., & Venables, A. J. (1995). Globalization and the Inequality of Nations. *The quarterly journal of economics*, 110(4), 857-880.
- (34). Limoges, C., Scott, P., Schwartzman, S., Nowotny, H., & Gibbons, M. (1994). The new production of knowledge: The dynamics of science and research in contemporary societies. *The New Production of Knowledge*, 1-192.
- (35). Lochner, L., & Moretti, E. (2004). The effect of education on crime: Evidence from prison inmates, arrests, and self-reports. *American economic review*, 94(1), 155-189.
- (36). Lundvall, B. A. (1992). National systems of innovation: towards a theory of innovation and interactive learning.
- (37). Maskell, P. (1998). Low-tech competitive advantages and the role of proximity: the Danish wooden furniture industry. *European Urban and Regional Studies*, 5(2), 99-118.
- (38). Morgan, C. (2004). Structure, speed and salience: performance measurement in the supply chain. *Business process management journal*.
- (39). Morgan, K. (2004). Sustainable regions: governance, innovation and scale. *European Planning Studies*, 12(6), 871-889.
- (40). Munnell, A. H. (1992). Policy watch: infrastructure investment and economic growth. *Journal of economic perspectives*, 6(4), 189-198.
- (41). Myrdal, G. (1974). What is development? *Journal of Economic Issues*, 8(4), 729-736.
- (42). Myrdal, G., & Sitohang, P. (1957). Economic theory and under-developed regions.
- (43). Nelson, R. R., & Winter, S. G. (2002). Evolutionary theorizing in economics. *Journal of economic perspectives*, 16(2), 23-46.
- (44). North, D. C. (1990). Institutions, institutional change and economic performance. Cambridge university press.
- (45). Oughton, C., Landabaso, M., & Morgan, K. (2002). The regional innovation paradox: innovation policy and industrial policy. *The Journal of Technology Transfer*, 27(1), 97-110.
- (46). Pasquier, R. (2012). Le pouvoir régional: mobilisations, décentralisation et gouvernance en France. Presses de Sciences Po.

- (47). Pecqueur, B. (1989). Milieu économique et nouvelle industrialisation. *Revue Tiers Monde*, 423-432.
- (48). Perroux, F. (1950). Economic space: theory and applications. *The quarterly journal of economics*, 64(1), 89-104.
- (49). Porter, M. E. (1990). New global strategies for competitive advantage. *Planning Review*.
- (50). Porter, M. E. (1998). Clusters and the new economics of competition (Vol. 76, No. 6, pp. 77-90). Boston: Harvard Business Review.
- (51). Putnam, R. (2001). Social capital: Measurement and consequences. *Canadian journal of policy research*, 2(1), 41-51.
- (52). Ramachandra, T. V., & Shruthi, B. V. (2007). Spatial mapping of renewable energy potential. *Renewable and sustainable energy reviews*, 11(7), 1460-1480.
- (53). Rutten, R., & Boekema, F. (2007). Regional social capital: Embeddedness, innovation networks and regional economic development. *Technological Forecasting and Social Change*, 74(9), 1834-1846.
- (54). Sala-i-Martin, X. X., & Barro, R. J. (1995). Technological diffusion, convergence, and growth (No. 735). Center Discussion Paper.
- (55). Schumpeter, J. A. (1942). *Capitalism, socialism and democracy*. London: Allen & Unwin.
- (56). Scott, I. (1989). *Political change and the crisis of legitimacy in Hong Kong*. University of Hawaii Press.
- (57). Sen, A. (1999). *Commodities and capabilities*. OUP Catalogue.
- (58). Shapiro, J. M. (2006). Smart cities: quality of life, productivity, and the growth effects of human capital. *The review of economics and statistics*, 88(2), 324-335.
- (59). Stiglitz, J. E. (2006). *Making globalisation work*. Esri.
- (60). Stimson, R. J., Stough, R. R., & Roberts, B. H. (2006). *Regional economic development: analysis and planning strategy*. Springer Science & Business Media.
- (61). Storper, M. (1993). Regional "worlds" of production: Learning and innovation in the technology districts of France, Italy and the USA. *Regional studies*, 27(5), 433-455.
- (62). Teece, D. J. (2000). Strategies for managing knowledge assets: the role of firm structure and industrial context. *Long range planning*, 33(1), 35-54.
- (63). Tuan, C., Ng, L. F., & Zhao, B. (2009). China's post-economic reform growth: The role of FDI and productivity progress. *Journal of Asian Economics*, 20(3), 280-293.
- (64). Winters, J. V. (2011). Human capital, higher education institutions, and quality of life. *Regional Science and Urban Economics*, 41(5), 446-454.